



UN GUIDE DE  
WILPF SUR

**L'économie  
Politique  
Féministe**



WOMEN'S INTERNATIONAL LEAGUE FOR  
**PEACE & FREEDOM**



# Table des matières

|   |    |
|---|----|
| Promouvoir une Approche Féministe au Soutien de la Paix                             | 2  |
| L'Économie Politique comme Outil  | 4  |
| Une Perspective Féministe pour Comprendre l'Économie Politique                      | 4  |
| L'Économie Politique Féministe dans le Contexte de Politiques Néolibérales          | 6  |
| L'Économie des Investissements en fonction des Dimensions de Genre                  | 8  |
| Comment WILPF y arrive-t-elle?  | 10 |
| Analyse de l'Économie Politique Féministe –<br>Quelles questions devons-nous poser? | 13 |

---

© 2018 Women's International League for Peace and Freedom

Août 2018

Un Guide de WILPF sur l'Économie Politique Féministe

4e Édition

18 pp.

Autrice : Nela Porobic Isakovic

Traductrices : Garance Querleu et Danielle Serres

Conception : Nadia Joubert

Photo de couverture : Peinture de visages sur mur en briques par Oliver Cole (@oliver\_photographer) sur Unsplash.com

[www.wilpf.org](http://www.wilpf.org)

# Promouvoir une Approche Féministe au Soutien de la Paix

Dans les contextes de conflit et de post-conflit, comment une compréhension féministe de l'économie politique aide-t-elle à faire progresser les processus de consolidation de la paix?

*L'économie politique établit des liens explicites entre les facteurs politiques, économiques et sociaux. Elle s'attarde à la manière dont la dimension politique influence l'économie. Elle examine l'accès à la richesse et au pouvoir ainsi que leur répartition, de sorte à comprendre pourquoi, par qui et pour qui certaines décisions sont prises, et la façon dont elles touchent les sociétés sur le plan politique, économique et social. Elle unit différents ensembles de disciplines académiques, plus particulièrement les sciences politiques, l'économie et la sociologie, mais également le droit, l'histoire et d'autres disciplines.*

À l'aide de l'économie politique féministe, nous tentons de comprendre le contexte plus large de la guerre et du redressement post-conflit, en plus de déconstruire les paramètres économiques, sociaux et politiques qui semblent au départ fixes et immuables. Nous travaillons en vue de créer des sociétés plus justes et égalitaires, fondées sur des mesures politiques et économiques démocratiques, inclusives et transparentes qui font la promotion de la cohésion, de l'égalité et de la solidarité sociales au sein des sociétés et entre elles.

Le type de politiques économiques que nous choisissons de déployer dans les sociétés en situation de conflit et de post-conflit ne peut être dissocié des expériences fortement différenciées selon le genre qui sont vécues pendant la guerre, et des nouveaux besoins souvent plus complexes et interreliés qui émergent à la suite de conflits. Pour arriver à transformer et à proposer de nouvelles interventions politiques et économiques qui visent à créer plutôt qu'à détruire les sociétés, il est essentiel de comprendre les incidences négatives de la guerre sur la capacité des femmes et des hommes d'accéder au travail convenable, aux soins de santé, à l'éducation, aux ressources naturelles telles que l'eau et les terres, ainsi que sur leur pouvoir d'agir et d'influencer les prises de décisions politiques et économiques.

Une analyse féministe de la politique économique jette la lumière sur les inégalités en tant que causes profondes de la guerre. Elle nous aide à faire valoir que la paix durable ne peut être instaurée sans la sécurité socioéconomique, étayée par la justice et l'égalité. L'économie politique féministe nous permet de comprendre **qui, quoi et comment**, dans le contexte des relations entre les structures de pouvoir sociales, politiques et économiques, les ressources et l'accès à ces ressources.

Lorsqu'il s'agit de comprendre les interrelations entre qui, quoi et comment, nous devons nous attarder à la fois aux contextes et aux parties prenantes sur le plan national, régional et international, en nous concentrant sur leurs responsabilités, leur devoir de rendre des comptes et leur transparence.

- À l'échelle nationale, nous devrions tenter d'approfondir notre compréhension : du contexte politique et économique et de la répartition du pouvoir au sein du pays; des liens entre l'élite politique et les intérêts économiques; des centres d'intérêt et des priorités en matière d'investissements; du contexte juridique entourant l'accès aux droits humains, en particulier aux droits économiques et sociaux, etc.
- Lorsqu'il s'agit d'appréhender l'économie politique au sein d'un pays donné, il importe d'identifier et de bien saisir les parties prenantes régionales et géopolitiques ainsi que leurs intérêts. Il est fréquent que les décisions politiques et économiques prises par les gouvernements nationaux soient largement influencées par les intérêts des pays limitrophes ou autres, et que ces intérêts se manifestent à la fois dans les dimensions politiques et économiques. Leur participation et ses incidences doivent faire l'objet d'analyses.

Partie prenantes nationales : gouvernements et institutions gouvernementales, y compris les fournisseurs de services; la société civile (par ex. les organisations de droits des femmes, les syndicats, les groupes environnementaux, les défenseurs et défenseuses des droits humains, les associations de victimes, les groupes d'activistes formels et informels); et les protagonistes du secteur privé (exerçant une influence politique et économique, comme les sociétés d'investissements, les banques et ainsi de suite).

Dans l'arène internationale, les parties prenantes peuvent être : l'ONU; les mécanismes régionaux comme les unions européenne ou africaine; les institutions financières internationales, par ex. les banques de développement régionales (notamment la Banque européenne pour la reconstruction et le développement); le Fonds monétaire international et la Banque mondiale; les sociétés d'investissements internationales; d'autres pays ayant des intérêts géopolitiques et économiques dans le contexte donné.

Le travail auprès des parties prenantes internationales représente un aspect essentiel des efforts de WILPF. Nous avons recours aux constats et analyse traitant des contextes nationaux afin de renforcer nos plaidoyers auprès de l'ONU, des mécanismes régionaux et des institutions financières internationales. Nous les utilisons également pour faire valoir les **obligations extraterritoriales des États quant aux incidences de leurs actions sur les droits humains**, que ce soit le commerce des armes, les décisions prises par la Banque mondiale ou les conditionnalités qu'impose le Fonds monétaire international aux pays.

Voir par exemple les extraits de la soumission conjointe de WILPF et de WILPF Allemagne (2018) lors de l'Examen périodique universel de l'Allemagne, 30e session : [A review of Germany's National Action Plan 1325](#) (*Un rapport du Plan d'Action National 1325 de l'Allemagne*). Voir également la [soumission de WILPF](#) à l'Expert indépendant de l'ONU sur la dette extérieure et les droits humains, traitant des incidences des politiques économiques sur les droits des femmes.



Ce guide aborde la manière dont l'économie politique féministe peut renforcer l'analyse féministe portant sur les causes profondes des conflits, tout en proposant des avenues vers la paix durable. Ce guide prend source au travail de WILPF dans les contextes nationaux et au sein d'arènes internationales. Cependant, il vise également un public plus vaste composé de personnes œuvrant pour consolider la paix. Il met de l'avant ce pourquoi il importe de comprendre l'économie politique de la guerre et de la paix, et d'avoir recours à l'économie politique féministe pour envisager des sociétés démilitarisées, fondées sur la solidarité, la justice et l'égalité.

Nous espérons que ce document puisse contribuer à guider les praticiennes et les praticiens lors de leurs discussions et analyses entourant l'économie politique féministe en situation de conflit et de post-conflit. Dans cette veine, une série de questions sont proposées à la fin de ce guide pour aider à faire progresser ces conversations. Les questions peuvent également servir d'outil de soutien lorsqu'est explorée la possibilité de débiter ce genre d'analyse. Les questions de la liste ne sont pas exhaustives et elles sont de nature générale. Par conséquent, elles devraient, être contextualisées et élargies lorsque pertinent.

Pour les personnes souhaitant plus de renseignements et de connaissances sur l'économie politique féministe, certaines lectures, exemples et conseils sont proposés tout au long du texte.

## L'Économie Politique comme Outil

Lors des négociations entourant les traités de paix et les processus de consolidation de la paix, les dimensions politiques et économiques sont habituellement considérées comme des questions qui donnent l'impression que nous examinons et analysons des notions en apparence indépendantes l'une de l'autre. Cependant, le fait d'explorer **l'économie politique** nous propose une compréhension beaucoup plus vaste de la façon dont différents rouages des processus économiques et politiques sont interreliés. Une meilleure maîtrise de ces interrelations nous aide à mener des analyses plus précises et de meilleure qualité sur les processus qui se déploient dans une société. Cela nous aide à traiter des questions liées à la structure, au pouvoir d'agir, à la propriété et à la répartition, et par la suite, à déterminer des avenues en faveur du changement transformatif des sociétés, les guidant de la guerre vers la paix, mais aussi de façon plus générale, vers des **sociétés durables, justes et fondées sur des valeurs et des principes féministes**.

Les inégalités se nourrissent volontiers des conflits existants ou elles en créent de nouveaux. Les politiques et les interventions post-conflit doivent ériger des plateformes sociales, politiques et économiques favorisant la justice et le redressement, reposant sur des principes d'égalité de genre, de solidarité, d'antimilitarisme, de droits humains et de pérennité environnementale. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions espérer transformer réellement les causes profondes des conflits et commencer à établir une paix durable.

## Une Perspective Féministe pour Comprendre l'Économie Politique

L'approche classique à l'égard de l'économie politique étudie les relations entre la production, la main-d'œuvre, le commerce, les diverses lois et politiques gouvernementales, et la répartition

du revenu et de la richesse à l'échelle nationale. Toutefois, elle le fait sans distinction liée aux dimensions de genre. Elle se concentre sur les indicateurs macroéconomiques. Parmi les principaux indicateurs économiques définis par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), on peut citer la balance des paiements, les données financières (taux d'intérêt, taux de change), le commerce international (export/import), l'indice des prix à la consommation et ainsi de suite<sup>1</sup>. Il s'agit d'une approche limitée, ne tenant pas compte des dimensions de genre ni de conflit. Le fait de traiter l'ensemble des membres de la société comme s'ils avaient les mêmes besoins, problèmes, capacités, accès et pouvoir, ne nous éclaire en rien sur les mécanismes économique et politiques qui mènent aux inégalités (entre les genres) au sein d'une société, non plus que sur la manière de traiter de ces facteurs dans les communautés touchées par les conflits.

### Lectures utiles sur l'économie politique et sur l'économie politique féministe :

Peterson, S.V., 2005. [How \(the Meaning of\) Gender Matters in Political Economy](#) (*L'importance (de la signification) du genre en économie politique*). *New Political Economy*, 10(4) pp. 499-521.

True, J., 2012. *The Political Economy of Violence against Women (L'économie politique de la violence à l'égard des femmes)*. Oxford Studies in Gender and International Relations. Oxford University Press.

*L'économie politique féministe n'implique pas « d'ajouter » les femmes, mais bien de traiter de la répartition juste et équitable du pouvoir et des ressources!*

En ayant recours à l'économie politique féministe comme outil, nous obtenons un portrait plus complet de la situation. Nous pouvons examiner les politiques sociales, notamment celles qui traitent de la santé ou du droit du travail; de la répartition du travail au sein des ménages; de l'accès aux ressources économiques et de leur distribution; des indicateurs du bien-être humain; des tendances liées au genre sur le plan des salaires; de la décence des salaires; du travail de soins non rémunéré. Par la voie de l'économie politique féministe, nous pouvons créer l'espace requis pour tenir compte de

Une analyse intersectionnelle implique un examen des incidences qu'ont les divers processus, décisions et politiques sur la vie des gens. Nous ne nous limitons pas au genre : nous approfondissons plutôt notre analyse pour y inclure la manière dont les différents systèmes de pouvoir et l'accès au pouvoir et aux ressources interagissent et considérons leurs répercussions sur différents groupes de la société. En d'autres termes, nous ne devrions pas traiter les femmes comme un groupe homogène. Les expériences des femmes peuvent être très distinctes selon la race, la classe, l'âge, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle et autres. Ainsi, les incidences des mesures d'austérité toucheront de façon beaucoup plus marquée les femmes à faible revenu ou sans revenu que celles qui ont un emploi bien rémunéré; beaucoup plus que les autres groupes de femmes de la société, une migrante peut être désavantagée sur le marché du travail ou faire face au racisme à plusieurs différents niveaux de la société; les femmes handicapées peuvent être plus fréquemment confrontées à divers types de discrimination que d'autres femmes, etc.

l'environnement et de la durabilité environnementale; nous sommes en mesure d'examiner l'accès et le contrôle relatifs aux ressources naturelles et le rôle que jouent les ressources naturelles quant au développement durable. L'analyse des processus politiques et économiques selon une perspective féministe nous permet également de procéder à une **analyse intersectionnelle** par laquelle on examine non seulement le genre, mais aussi la façon dont les divers systèmes de pouvoir et d'accès au pouvoir interagissent et ont des incidences sur différents groupes de la société.

Lorsqu'appliquée dans le contexte d'un conflit, l'économie politique féministe peut servir d'outil pour examiner la proportion entre les ressources allouées aux institutions de sécurité (comme la police ou l'armée) et celles qui sont dédiées à la consolidation la paix; la proportion entre la militarisation et la réelle démilitarisation et comment cela s'articule. Nous pouvons également nous attarder aux violations et préjudices liés à la guerre que subissent les femmes et les hommes lors de conflits, et aux besoins, ainsi qu'aux dynamiques de pouvoir et de genre, qui émergent de ces violations. Nous pouvons par la suite tirer parti de cette analyse pour planifier et proposer les niveaux d'investissements requis permettant aux victimes d'accéder aux services qui tiennent compte des dimensions de genre dont ces personnes ont besoin pour se réhabiliter et jouir d'une participation libre et égale à la société.

Des statistiques utiles et des trousseaux d'outils sur le financement pour la paix se trouvent sur le site de l'initiative de WILPF [Move the Money](#) (*Déplacer l'argent*).

## L'Économie Politique Féministe dans le Contexte de Politiques Néolibérales

Les pays, y compris ceux qui se rétablissent à la suite de conflits et de guerres, font souvent face à l'imposition « d'ajustements structurels » ou de « consolidation fiscale », aussi appelés « mesures d'austérité ». Selon les plus récentes prévisions, les mesures d'austérité toucheront environ 5,8 milliards de personnes d'ici 2021. Il s'agit d'environ 75 pour cent de la population mondiale<sup>2</sup>. Parallèlement, un pour cent des gens les plus riches du monde disposent du double de ce que possèdent 6,9 milliards de personnes<sup>3</sup>.

Les politiques économiques et sociales qui ne reposent pas sur la solidarité et l'égalité peuvent être néfastes pour les sociétés puisque les inégalités croissantes sont l'une des causes profondes de la guerre. Qui plus est, dans les pays se rétablissant des conflits, de telles politiques peuvent les mettre en danger de régression vers la violence.

Les mesures d'austérité sont généralement appliquées par des coupures aux dépenses publiques: moins d'argent pour la santé, l'éducation, les retraites, l'assistance sociale, et tout ce qui est habituellement financé par les budgets publics, et plus particulièrement, ce qui est typiquement requis dans une société qui se rétablit à la suite d'un conflit. Dans ce « train » de mesures, la croissance économique s'entend fréquemment comme une notion qui se concrétise en libérant l'économie des restrictions imposées par les États. Cela se traduit souvent par la flexibilisation des lois du travail, la déréglementation et la privatisation qui influencent directement la propriété et le contrôle publics des ressources, et conséquemment, la répartition de ces ressources. L'économie politique féministe peut servir à contester l'hypothèse voulant que la croissance économique se

<sup>2</sup> Voir Ortiz, I. et Cummins, M., 2019. [Austerity: The New Normal – A Renewed Washington Consensus](#). (*L'austérité : La nouvelle normalité – Un consensus renouvelé à Washington*). Document de travail.

<sup>3</sup> Voir Oxfam, 2020. [Time to Care – Unpaid and underpaid care work and the global inequality crisis](#) (*Le temps de s'en occuper : le travail de soins non rémunéré et sous-payé et la crise mondiale des inégalités*).

produise par la voie d'interventions publiques et étatiques minimales. L'analyse féministe peut servir à déconstruire les inégalités du contexte social fondées sur le genre, les rapports de pouvoir qui sont en place et l'inaptitude des politiques néolibérales à contester un tel environnement et à créer pour toutes et tous une croissance équitable sur le plan du genre et durable sur le plan environnemental.

Lecture suggérée sur les mesures d'austérité et les droits économiques et sociaux en général : HCDH, [Report on Austerity Measures and Economic and Social Rights](#) (*Rapport sur l'impact des mesures d'austérité sur les droits économiques, sociaux et culturels*).

On peut témoigner d'exemples de ces situations dans divers pays en situation de conflit ou de post-conflit. Notamment, en Bosnie-Herzégovine, les approches relatives aux investissements et les modèles de reconstruction économique ont complètement ignoré les restrictions socioéconomiques générées par la guerre qui ont touché les capacités des femmes et des hommes (parfois similaires, parfois différentes) de participer entièrement et également aux processus politiques, sociaux et économiques.

Pour obtenir plus de renseignements sur les dangers des approches ne tenant pas compte des dimensions de genre et de conflit en contexte de redressement post-conflit, consultez les études de cas sur la [Bosnie-Herzégovine](#) et [l'Ukraine](#).

Le néolibéralisme est une idéologie issue d'un modèle économique conçu au 19<sup>e</sup> siècle, dont la prééminence mondiale est apparue sous les régimes de Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Dans l'ère suivant la Guerre froide, on le présentait comme le seul modus operandi favorisant le développement mondial. Il est encore largement appliqué aujourd'hui, bien qu'il soit convenu que son application extrême crée des vastes inégalités et insécurités à travers le monde. L'idéologie repose sur la notion de « marchés libres des diverses formes d'interventions étatiques », c'est-à-dire un système économique structuré selon des canaux individuels, au sein desquels les transactions entre les parties du secteur privé sont libres d'interventions gouvernementales. Les principes directeurs du modèle économique néolibéral se traduisent par un glissement de la propriété publique vers la privatisation, le libre-échange et la réduction draconienne des dépenses gouvernementales, afin de rehausser le rôle du secteur privé dans l'économie et la société. La réduction des dépenses est souvent imposée par la voie de mesures d'austérité rigoureusement appliquées au détriment de l'ensemble de la population. Alors que le secteur public rétrécit, les entreprises et autres acteurs de la sphère privée sont encouragés à combler les lacunes laissées par l'effondrement des structures étatiques.

Le néolibéralisme est un terme fréquemment employé par les critiques de ces politiques et approches, mais beaucoup moins par ceux et celles qui le préconisent. Cependant, dans un article de 2016, la section de recherche du Fonds monétaire international (FMI) a publié un examen critique des politiques et approches néolibérales utilisées et propagées par le FMI lui-même. Lisez l'article ici ["Neoliberalism: Oversold"](#) (*Le Néolibéralisme: Survenu*).



## L'Économie des Investissements en fonction des Dimensions de Genre

Ce qui est investi dans les sociétés et ce qui génère l'épargne des sociétés est fortement lié à la dimension du genre. La plupart des politiques économiques, qu'elles soient issues des gouvernements locaux ou des institutions financières internationales, ne proposent aucune évaluation d'impact liée au genre qui pourrait aider à comprendre la façon dont ces politiques économiques toucheront l'égalité entre les genres dans un pays donné. Qui plus est, la majorité des interventions économiques dans les pays en situation de conflit ou de post-conflit ne reposent sur aucune analyse critique du conflit. On observe plutôt que les notions de « conflit » et de « politiques économiques » sont fréquemment perçues comme n'ayant aucun lien entre elles. Les « trains de réformes » sont fréquemment représentés comme neutres en matière de genre et de conflit et nécessaires sur le plan économique (et sur le plan politique). Cependant, sans information supplémentaire et sans bases de référence recueillies par l'intermédiaire d'une analyse du conflit tenant compte du genre, il est impossible de prévoir et de surveiller les incidences des interventions économiques sur la société. Pour une société qui émerge d'un conflit, les politiques économiques doivent également faire partie de la façon dont sont traités les vestiges de la guerre, sans quoi elles risquent de nourrir de nouveaux irritants.

« Conformément aux exigences du FMI, au cours de 2014-2015, 165 000 emplois de la fonction publique ont été coupés, avec des plans généraux d'une réduction de 20 % de la population active de la fonction publique. Cette réduction a été réalisée à travers, entre autres, la réorganisation de dix et la fermeture de huit organismes gouvernementaux. Il y a des plans pour plus de réduction des effectifs du secteur public dans le but de réduire les dépenses globales sur les salaires des fonctionnaires à environ 9 % du PIB à moyen terme. Les femmes représentent plus de 75 % de la fonction publique, principalement dans des postes non cadres, par conséquent elles ont été touchées de manière disproportionnée – et continueront de l'être – par ces coupes. Encore une fois, aucun programme de protection sociale efficace n'a été développé ou mis en œuvre pour compenser ou assurer la création d'emplois durables pour les femmes. »

Extrait de la soumission de WILPF à l'Examen périodique universel [Obstacles to Women's Meaningful Participation in Peace Efforts in Ukraine](#) (*Les obstacles à une participation signifiante des femmes aux efforts de paix en Ukraine*), 2017.

La répartition inégale, établie en fonction du genre, des investissements dans les pays en situation de post-conflit est particulièrement évidente en ce qu'elle favorise les investissements majeurs dans les infrastructures (qui sont plus axés sur les besoins du marché) au détriment des investissements dans les infrastructures favorisant l'éradication de la pauvreté, la santé et l'éducation (dont profiterait davantage l'ensemble de la société et qui soutiendraient l'élimination de l'inégalité entre les genres).

Cette situation comporte de réelles conséquences pour ce qui est de la paix, mais également de l'accès des femmes à leurs droits et à une participation signifiante aux processus de consolidation de la paix. La capacité de participer à consolider la paix, ou la participation à l'espace public en général, est sérieusement limitée lorsque les personnes s'échinent à survivre, à mettre de la nourriture sur la table, à trouver le moyen d'éduquer leurs enfants, ou quand elles se voient incapables de prendre soin d'elles-mêmes parce qu'il n'existe pas de soins de santé abordables, ou encore qu'elles ne peuvent participer au marché du travail formel en raison de l'absence de services

de garde accessibles et abordables, etc. Si, en plus de tout cela, il n'y a pas d'investissements conscients dans l'égalité entre les genres comme partie intégrante des investissements économiques globaux, en plus d'investissements supplémentaires ciblant la paix, le fardeau de combler les lacunes laissées par l'État sera non seulement porté par les femmes, mais elles seront aussi plus susceptibles de demeurer emprisonnées dans la sphère privée, tentant de trouver l'équilibre entre l'économie informelle (comme moyen de survie) et le travail de soins non rémunéré.

Cet aveuglement face aux dimensions de genre dans les interventions économiques est malheureusement encore largement répandu. Cette situation impose de manière encore plus urgente que les organisations travaillant en faveur de la paix comprennent l'économie politique des conflits, de la reconstruction et du redressement post-conflit, y compris l'économie des investissements en fonction du genre. Cette compréhension nous fournira une plateforme pour plaider en faveur d'une conceptualisation des traités de paix et de la reconstruction post-conflit qui en fassent des occasions d'établir de nouvelles règles et normes institutionnelles, redressant les inégalités au sein de la société, y compris les inégalités entre les genres.

*« Une approche féministe de l'économie politique conteste la structure de la guerre et de la paix établie en fonction du genre, faisant valoir que la stabilité sans justice est impossible. La mise en priorité de la sécurité nationale et des mécaniques électorales des gouvernements, au détriment de la sécurité sociale et économique de la population après les guerres ou les conflits armés, est habituellement déstabilisante à long terme. Dans la mesure où les femmes ne peuvent accéder à la sécurité physique, aux services sociaux, à la justice et aux occasions économiques, notamment en raison du renforcement de l'appareil militaire et des privilèges accordés aux masculinités militarisées, leur vulnérabilité singulière à la violence se perpétue en temps de paix. »*

**True, J., 2012. The Political Economy of Violence against Women (L'économie politique de la violence à l'égard des femmes). Oxford University Press. Édition Kindle, p. 32**

# Comment WILPF y arrive-t-elle?

Notre point de départ est ancré dans la vie des femmes : leurs expériences vécues, la façon dont elles déterminent les problèmes et les besoins, ainsi que leurs points de vue sur ce qui constitue des solutions aux problèmes cernés. Toutefois, reconnaissant que les femmes ne représentent pas une catégorie fixe et homogène, nos choix quant « aux points de vue des femmes » doivent être représentatifs de divers groupes de femmes, notamment en fonction de la race, de l'orientation sexuelle, de la classe, de l'origine ethnique, de l'âge, de la dimension rurale/urbaine, et ainsi de suite.

Les méthodes auxquelles nous avons recours varient selon le contexte et il vaut mieux qu'elles soient sélectionnées par les activistes du pays en cause. Cependant, en tant que féministes, nous devons toujours respecter les règles d'éthique et de responsabilité dans la manière dont nous recueillons l'information et procédons à notre analyse. Notre collecte d'information devrait reposer sur des relations soutenues de confiance et de bénéfices mutuels entre WILPF et les personnes qui nous informent.

« La collecte d'information » peut être effectuée par des méthodes traditionnelles, comme des entretiens ou des ateliers. Mais elle peut également être accomplie par ce que nous appelons la recherche participative, qui met l'accent sur notre propre participation et nos propres actions. Au-delà d'une « simple » recherche, elle met de l'avant de réelles tentatives de transformer les problèmes et les défis cernés. Par exemple, la participation des victimes civiles de la guerre aux travaux de WILPF en Bosnie a toujours reposé sur une relation de confiance et de soutien établie de longue date. Les femmes avec lesquelles WILPF travaille en Bosnie savent qu'elles peuvent se tourner vers nous pour obtenir des conseils, du soutien et d'autres mesures concrètes d'assistance. Nous évitons ainsi que les femmes se sentent « utilisées » ou réduites aux rangs « d'objets » aux fins de recherche ou de plaidoyer.

Il se peut que différents groupes (en fonction du contexte) requièrent que soit créé un espace sûr afin de traiter librement de leurs problèmes et de leurs besoins. Dans certaines situations, cet espace sûr peut signifier d'instaurer un réel espace physique. Par ailleurs, cela peut aussi impliquer le fait d'assurer l'anonymat ou la protection de l'identité. Nous devons faire en sorte que cet espace ouvert soit créé, mais également de conserver une ouverture d'esprit quant à ceux et celles qui en auraient besoin. Il se peut qu'une victime de violence fondée sur le genre soit disposée à parler ouvertement de ses expériences et des préjudices subis, alors qu'une personne faisant face à la discrimination et/ou à d'autres injustices dans son milieu de travail soit beaucoup plus réticente à dénoncer la situation (par exemple par crainte de perdre son emploi), ou encore bien sûr, vice et versa. Nous ne devrions présumer de rien et être ouvertes à tout.

## Étude de cas

### Les méthodes adoptées par WILPF en Bosnie-Herzégovine dans le cadre de l'analyse de la politique économique féministe des réformes et autres interventions post-conflit proposées au sein du pays :

- Depuis 2015, WILPF travaille étroitement avec les féministes locales afin de comprendre et de surveiller l'ensemble des incidences et conséquences du Plan de réformes en Bosnie, procédant à des recherches sur ses effets et discutant d'autres approches possibles au redressement et à la reconstruction post-conflit, au-delà des solutions néolibérales caractérisées par les mesures d'austérité et les politiques de stabilisation.
- Les renseignements de base ont été recueillis par : **1) la surveillance** des nouvelles lois et/ou des lois réformées; les développements de la situation d'ensemble au pays en matière politique, économique et sociale; la position de la communauté internationale quant à ces développements (y compris la position des institutions financières internationales); **2) des contacts en personne** auprès des groupes d'activistes formels et informels comme les environnementalistes, les travailleuses et travailleurs, les activistes communautaires locaux; **3) des entrevues formelles et informelles et relations continues** avec les victimes civiles de la guerre; et **4) des ateliers occasionnels** avec la société civile (surtout des organisations de femmes). L'un des aspects essentiels de la collecte d'information consistait à ce qu'elle ne soit jamais considérée comme une activité unique, mais bien comme un effort continu qui enrichissait l'ensemble des travaux de WILPF en Bosnie.

### Méthodes adoptées :

- Les entrevues individuelles ou de simples discussions avec des personnes représentant les groupes formels et informels (un accent particulier étant placé sur les associations de femmes victimisées, les groupes informels de travailleuses et les femmes en régions rurales);
- Rencontres de groupes, groupes focus et de discussions avec un ensemble plus large de regroupements et organisations de la société civile et des activistes individuels;
- Entrevues et/ou discussions « formelles » avec les détenteurs du pouvoir, comme les personnes du pays représentant la Banque mondiale, le FMI, l'Union européenne, mais également des États membres de l'UE, les personnes représentant l'ONU, et ainsi de suite;
- Analyses des lois et politiques dans divers domaines : aide sociale, lois du travail, éducation, santé, victimes civiles de la guerre, personnes réfugiées/rapatriées/déplacées à l'intérieur de leur pays, environnement, services publics, etc.;
- Analyses des réformes proposées et mises en place, c'est-à-dire analyses des documents écrits, des rapports de mise en œuvre, analyses d'impact, etc.;

- Examen des projets et activités des institutions financières internationales afin de comprendre leurs centres d'intérêt et leurs priorités;
- Revues des budgets nationaux; développement et autres stratégies; plans d'action pertinents, etc.

L'analyse et la compilation de l'information recueillie ont été réalisées en coordination avec les activistes de la région et avec le soutien des universitaires qui font partie du [Réseau universitaire de WILPF](#). La recherche, les résultats et les moyens suggérés pour aller de l'avant ont été validés par l'entremise de discussions individuelles avec les principales parties prenantes de la société civile, des ateliers de « validation » et des visites ciblées sur le terrain.

L'analyse fut compilée sous forme de rapport présenté : **1) au sein du pays**, aux gens représentant la communauté internationale en Bosnie avec qui on jugeait qu'il était important de discuter à cause de leur rôle dans la facilitation politique et financière des réformes; **2) à l'échelle internationale**, aux personnes représentant diverses institutions de l'Union européenne (on avait identifié l'Union européenne comme un protagoniste majeur et facilitateur de l'approche actuelle, et par conséquent, une partie prenante qu'il importait d'influencer). On peut consulter l'analyse dans le rapport de WILPF [A Feminist Perspective to Post-conflict Restructuring and Recovery – the Case of Bosnia and Herzegovina](#) (*Une perspective féministe à la restructuration et au redressement post-conflit – le cas de la Bosnie-Herzégovine*).

### La suite des choses

Les travaux de WILPF continuent de tirer parti des résultats issus des analyses des réformes et interventions actuelles en Bosnie. Ces résultats servent d'outils de plaidoyer fondé sur les faits, mettant en lumière les incidences néfastes des approches actuellement mises en place en ce qui a trait à l'égalité et à la paix dans le pays. Pour WILPF, les résultats servent également de point de départ à l'élaboration d'un plan de Réformes « alternatif » en Bosnie, un plan visionnaire qui favorise les discussions sur où et comment les investissements doivent être faits de sorte que la Bosnie-Herzégovine jouisse d'un avenir en tant que société juste et égalitaire, reposant sur des mesures politiques et économiques démocratiques, inclusives et transparentes qui font la promotion de la cohésion sociale, de l'égalité et de la solidarité au sein de et à travers la société.



# Analyse de l'Économie Politique Féministe

## - Quelles questions devons-nous poser?

L'analyse de l'économie politique féministe repose sur des questions féministes précises. Évidemment, la teneur des questions que nous poserons dépendra de chaque contexte donné. Par conséquent, la liste de questions suivante n'est pas exhaustive et devrait plutôt servir de guide.

- À quoi ressemble le contexte global des droits, de l'égalité et de la participation des femmes dans la société?
- Quels sont les principaux protagonistes politiques et économiques? Qui établit le plan? De quels besoins et priorités tient-on compte? Quels besoins et priorités sont-ils négligés? Lors de votre analyse, ne vous attardez pas uniquement au genre, mais tentez plutôt de procéder à une analyse intersectionnelle afin de comprendre la manière dont les priorités et décisions touchent les différents groupes de la société. Examinez les interrelations entre le genre, la race, la classe, la migration, l'âge (jeune/âgé), l'origine ethnique, ou la nationalité, l'orientation sexuelle, la situation géographique (rurale/urbaine), etc.
- Quel est le portrait des réalités sociales et économiques pour les femmes et les hommes? Quel(s) rôle(s) jouent-elles/ils dans cette réalité, et comment les décisions/réformes politiques et économiques les affectent-elles/ils? Peuvent-elles/ils participer aux processus de prise de décision (à la fois politiques et économiques)? Sont-elles/ils en mesure d'influencer les réformes planifiées (qu'elles soient économiques et/ou politiques)? Et tentez d'identifier les femmes qui sont en mesure d'exercer de l'influence.
- Quelles sont les restrictions (dans la sphère privée et publique) imposées aux femmes et aux hommes lorsqu'il s'agit de leur participation à l'économie formelle? Quelles sont les circonstances (relations familiales, lois, réglementations, mécanismes, etc.) qui favoriseraient leur participation égale et juste à l'économie et à la réalisation globale de leurs droits?
- À quoi ressemble la répartition entre l'économie formelle/informelle et productive/reproductive?
- Qu'est-ce qui est produit? Comment? Par et pour qui?
- Qu'est-ce qui est investi (y compris les investissements en capital social)? Comment? Par qui et pour qui? Est-ce qu'on privilégie certains types d'investissements? Comment ces investissements entrent-ils en cause en matière d'(in)égalités entre les genres?
- Où les femmes sont-elles principalement employées? À quoi ressemblent les investissements dans ces secteurs?

- Quel est le portrait de l'accès aux ressources? Qui en est propriétaire et qui les contrôle? (Cet aspect exige une analyse intersectionnelle).
- Quelle est la situation en termes d'accès aux droits sociaux, culturels et économiques pour les femmes et les hommes? Est-ce que l'accès est fonction du genre? De quelle façon? Existe-t-il une stratégie faisant la promotion des droits socioéconomiques? Est-ce qu'elle tient compte des genres?
- Quelle est la proportion des ressources allouées à la sécurité (appareils policiers et militaires) et celle qui est accordée aux services publics comme les soins de santé, l'éducation, les services de garde (la sécurité humaine)? Comment cette situation entre-t-elle en cause en regard du pouvoir et des relations entre les sexes?
- Comment la communauté locale interprète-t-elle la sécurité? Est-ce par des réponses militarisées de la part des diverses forces de sécurité (c'est-à-dire la sécurité physique) ou plutôt en fonction d'une compréhension élargie de ce qu'est la sécurité? Y a-t-il une différence entre la sécurité individuelle et la sécurité collective? Dans le contexte donné, que signifie la sécurité pour les femmes? Comment peut-on atteindre cette sécurité?

**Dans les pays en situation de conflit ou de post-conflit, nous voulons également approfondir les aspects suivants ...**

- Dans un pays en situation de conflit ou de post-conflit, qu'est-ce qui constitue une « activité économique » (par exemple, le travail de soins et les transferts de fonds sont souvent ignorés dans les analyses officielles)?
- Dans un contexte de conflit ou de post-conflit, quels sont les droits que nous considérons particulièrement importants à défendre? Comment ces droits sont-ils protégés?
- Existe-t-il des analyses sur les violations et préjudices subis par la population? Ces analyses tiennent-elles compte des dimensions de genre? Comment peut-on offrir réparation pour les violations et les préjudices cernés? Y a-t-il un lien entre offrir réparation pour des violations et préjudices spécifiquement liés au conflit et l'accès global aux droits économiques et sociaux? Existe-t-il une compréhension des aspects et des effets de la guerre liés au genre sur la capacité des personnes de participer au marché du travail, d'accéder aux soins de santé, à l'éducation, etc.? Comment peut-on traiter de ces liens?
- Comment les interventions en situation de conflit et de post-conflit (interventions militarisées, démilitarisation, interventions politiques, y compris mais ne se limitant pas aux négociations et traités de paix, à l'exploitation des ressources, aux investissements directs étrangers, aux prêts de la part des institutions financières internationales, à l'aide au développement, à l'aide humanitaire, aux investissements du gouvernement national lui-même, etc.) nuisent-elles à (ou font-elles progresser) la jouissance des droits humains, en particulier les droits économiques et sociaux?
- À quoi ressemble la situation quant au lien existant entre les mesures d'austérité et le conflit dans ce contexte particulier? Comment les dimensions de genre entrent-elles en cause?

- Est-ce que l'économie des soins non rémunérés fait partie de l'analyse globale de l'économie de la part du gouvernement ou des institutions financières internationales? Quel est le portrait de la situation? Dans un contexte de post-conflit, il est inévitable que l'économie des soins soit de très grande envergure; existe-t-il des besoins en matière de soins qui sont comblés par les femmes plutôt que par l'État? Comment cette situation pourrait-elle être modifiée? Où le pays doit-il investir pour libérer les femmes du fardeau des soins non rémunérés?
- Comment le pays emprunte-t-il des fonds et pourquoi? Dans le contexte donné, quels types de conditionnalités les institutions financières internationales imposent-elles au gouvernement national? Est-ce qu'elles favorisent ou nuisent à l'accès aux droits humains, particulièrement aux droits socioéconomiques?
- Avec qui peut-on entrer en contact dans le cadre de nos analyses? Pouvez-vous cartographier les protagonistes d'influence à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale? Quels sont les institutions/États « alliés »? Comment introduire nos analyses dans les espaces plus formels/publics?



Ce guide aborde la manière dont l'économie politique féministe peut renforcer l'analyse féministe portant sur les causes profondes des conflits, tout en proposant des avenues vers la paix durable. Ce guide prend source au travail de WILPF dans les contextes nationaux et au sein d'arènes internationales. Cependant, il vise également un public plus vaste composé de personnes œuvrant pour consolider la paix. Il met de l'avant pourquoi il est important de comprendre l'économie politique de la guerre et de la paix, et d'avoir recours à l'économie politique féministe pour envisager des sociétés démilitarisées, fondées sur la solidarité, la justice et l'égalité.

Nous espérons que ce document puisse contribuer à guider les praticiennes et les praticiens lors de leurs discussions et analyses entourant l'économie politique féministe en situation de conflit et de post-conflit.

**WILPF Genève**

Rue de Varembe 1  
Case Postale 28  
1211 Genève 20  
Suisse

T : +41 (0)22 919 70 80

Courriel : [info@wilpf.org](mailto:info@wilpf.org)

**WILPF New York**

777 UN Plaza, New York  
NY 10017  
États-Unis

T : +1 212 682 1265



WOMEN'S INTERNATIONAL LEAGUE FOR  
**PEACE & FREEDOM**